

Retour de flamme pour la formation militaire

Galons Un étudiant de l'EPFL a reçu ce jeudi soir un diplôme validant sa carrière de cadre de milice. Ils sont des dizaines comme lui.



Le premier-lieutenant Emanuel von Graffenried, a reçu hier à Lausanne, en présence du conseiller fédéral Ueli Maurer, son diplôme de conduite et de gestion.

Image: FLORIAN CELLA

Par Philippe Maspoli

12.03.2015

Commentaires 0

Mail 2

Tweet 1

Signaler une erreur

Vous voulez communiquer un **renseignement** ou vous avez repéré une **erreur**?

Depuis la réforme Armée XXI, assiste-t-on à un «retour en grâce des galons» tel que "24 heures" le décrivait en juin 2011? Les milieux économiques sont prudents: on ne reviendra pas à l'époque où grader à l'armée était une condition pour faire carrière dans certaines grandes entreprises suisses.

Mais un retour de flamme en faveur de la formation militaire se manifeste sans complexe, incarné par un étudiant en architecture de l'EPFL âgé de 25 ans, Emanuel von Graffenried, premier-lieutenant dans les troupes de sauvetage (aide en cas de catastrophe).

Il a reçu ce jeudi, à Lausanne et en présence du conseiller fédéral Ueli Maurer, le 400e diplôme de conduite et de gestion octroyé par l'Association suisse des cadres (ASC), qui valide depuis 2009 la formation et les compétences des officiers de milice.

Mots-clés

- Ueli Maurer
- Université de Lausanne
- EPFL (École polytechnique fédérale de Lausanne)
- Armée suisse

Entreprises sur la réserve

Le diplôme de l'ASC n'est pas un sésame absolu. Au Centre Patronal, le directeur du département de la formation, Frédéric Bonjour, reconnaît l'utilité de la validation des acquis: «On peut le faire dans une branche pour un CFC. Alors, pourquoi ne pas valider un parcours militaire?» Mais il regrette l'inflation du nombre de diplômes. «Il existe déjà 410 diplômes et brevets fédéraux, sans compter les multiples diplômes d'école», affirme-t-il. Une multinationale comme Nestlé est prudente: «Le choix du personnel se fait sur la base de la qualification du candidat, l'engagement militaire ou la carrière ne jouent à ce stade aucun rôle. C'est d'autant plus important que Nestlé Suisse est une entité d'une multinationale comptant de très nombreux collaborateurs étrangers.» Chez Bobst, on connaît le diplôme de l'ASC: «C'est un document complémentaire mais pas indispensable», relève Giuseppe Santoro, porte-parole.

Le jeune homme est davantage qu'un simple diplômé de l'ASC. Il fait partie du comité d'une société d'officiers universitaire fondée en mars 2013 sur le campus de l'EPFL et de l'Université de Lausanne (UNIL), of@campuslausanne.

Cette création inédite en Suisse romande, qui a attiré 70 personnes, illustre un phénomène récent marqué par la naissance d'une société des officiers à l'Université de Saint-Gall à la fin des années 1990, une initiative suivie par d'autres à Zurich, à Bâle, à Berne, à Fribourg et à Winterthur.

Pourquoi s'afficher comme officier dans un milieu académique qui n'adule pas forcément les militaires? Emanuel von Graffenried, un Vaudois de cœur né à Vevey, issu d'une grande famille d'origine bernoise, évoque avant tout la formation à la conduite et au management qu'il a reçue au cours de sa carrière militaire:

«La réforme Armée XXI a fait évoluer les techniques de management. La formation des cadres de l'armée est reconnue comme une des meilleures écoles de management et de leadership en Suisse. Nous apprenons des valeurs et des méthodes de management que nous appliquons sur le terrain. A 19 ans, je me suis retrouvé à la tête de 40 personnes», souligne l'étudiant. Il assure que cette expérience l'a aidé à décrocher un stage de douze mois au sein d'un grand bureau d'architectes.

Validation des acquis

Les étudiants d'of@campuslausanne œuvrent en partenariat avec l'Association suisse des cadres dont un des objectifs, sous la conduite du directeur pour la Suisse romande, Bernard Briguet, est de promouvoir la «validation des acquis».

«Une certaine frustration s'exprimait du côté des officiers qui disposent d'une réelle formation doublée d'une expérience de conduite et de management sans reconnaissance officielle. Aux RH d'une entreprise, un cadre féminin ou étranger ne connaît pas forcément les compétences acquises à l'armée. L'objectif de notre diplôme est de clarifier ces compétences. Nous jouons un rôle d'interface entre l'armée et l'économie privée», déclare Bernard Briguet, par ailleurs premier-lieutenant. L'an dernier, dans le même esprit, il a créé un certificat validant la fonction de membre d'un Exécutif communal.

L'armée tente aussi de faire reconnaître certains de ses modules de formation en collaboration avec l'Association suisse pour la formation des cadres. Par ailleurs, depuis 2012, des crédits d'études sont imputés à Saint-Gall après une école d'officiers suivie d'un paiement de galon. (24 heures)